

## L'Ajournement

Le premier ministre a quand même rencontré à Québec, en mars 1986, le président Reagan. Ils ont convenu d'un accord. Durant ce temps-là l'opposition gloussait et riait, et elle avait la tête encore dans les poubelles, elle cherchait des scandales.

Mais durant tout ce temps-là, madame la Présidente, les émissaires qui ont été nommés du côté des États-Unis et du côté du Canada se réunissaient et ils parlaient des pluies acides, ils parlaient des moyens pour enrayer ce problème, et ils sont arrivés avec des recommandations et des constatations. Le président américain et M. Mulroney se sont rencontrés à Washington, en mars 1986 cette fois-ci, un an plus tard. Et ils ont accueilli ces constatations et ils se sont promis qu'ils allaient prendre les moyens. Durant ce temps-là les adversaires, l'autre côté, avaient toujours la tête dans les poubelles pour chercher les scandales. Ils ne faisaient pas de comparaison avec ce qu'ils avaient fait les années passées.

Aujourd'hui, madame la Présidente, mon collègue de Richmond—Wolfe (M. Tardif), du parti de l'Opposition officielle, s'est levé à la Chambre pour parler de l'effet désastreux des pluies acides sur les érables... que ça va devenir catastrophique dans quatre ans. Je suis pleinement d'accord avec lui, je trouve cela terrible. Il en est de même pour les gens de Beauharnois—Salaberry dans ma circonscription. Mais, madame la Présidente, ce n'est pas parce que les «bleus» sont arrivés au

pouvoir en septembre 1984 que subitement les pluies acides sont arrivées. Ce n'est pas parce que les «bleus» sont arrivés au pouvoir que subitement tous les problèmes tombent. Qu'est-ce qui s'est fait avant septembre 1984 là-dessus? Parce que si on a le problème aujourd'hui que cela devient catastrophique... il ne s'est absolument rien fait. Savez-vous ce qu'il a dit comme solution? Est-ce que les producteurs vont recevoir de l'argent? C'est cela qu'on a toujours fait. On s'imagine acheter la sérénité avec de l'argent. Ce n'est pas cela. On prend les moyens.

La dernière annonce... M. Busch est quand même venu ici, madame la Présidente, quand on s'est montré inquiet de l'entente qui s'était signée avec le Mexique, il est venu ici. Cela ne s'est pas passé à l'époque, de l'autre côté. Ils avaient encore la tête dans les poubelles pour chercher les scandales. Mercredi passé, que s'est-il passé à Washington? Des fonds ont été alloués. Faisons confiance à des gens sains d'esprit qui veulent bâtir un monde meilleur à la vitesse qu'ils peuvent.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée être adoptée. La Chambre demeure donc ajournée jusqu'à demain, à 11 heures, conformément à l'article 3(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 31.)

Je suis très heureux de voir que le gouvernement a reconnu les besoins spéciaux des jeunes du nord de l'Ontario et y a répondu. Je félicite encore une fois le ministre d'État chargé de la jeunesse des efforts qu'il a déployés pour répondre aux besoins des régions du pays, et le gouvernement du Canada d'avoir procuré des emplois à nos jeunes.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS  
L'OPPOSITION D'UN RÉSIDENT DE LA SASKATCHEWAN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, hier, les Canadiens ont enfin su exactement qui souhaitait vraiment le libre-échange au Canada. C'est l'alliance des grands chefs d'entreprise libéraux et conservateurs formée de gens comme Donald Macdonald, Peter Lougheed et Philippe de Gaspé Beauchien avec l'appui des représentants des principales entreprises du pays.

Je voudrais vous faire part de l'opinion d'un résident du centre de la Saskatchewan, dans l'est du Canada, qui est le justice M. H. [nom] qui me a écrit pour lui dire ceci:

«Monsieur le Président, j'ai lu dans le journal de votre région de libre-échange avec les États-Unis, et je suis très intéressé par les arguments en faveur du libre-échange. Je voudrais par la suite parler de ceci à mes amis.»

Il présente d'excellents arguments contre le libre-échange et ce n'est pas tout.

Le gouvernement devrait s'adresser à M. [nom] de plus tôt pour lui faire de venir et de parler avec lui.

C'est également la position de notre parti.

## DÉBATS

## LES PERSPECTIVES D'EMPLOI POUR LES JEUNES DU NORD DE L'ONTARIO

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, j'ai beaucoup parlé récemment à la Chambre de Défi 87.